

MARCEL NIEDERGANG

La Révolution de Saint-Domingue



0636830156

taires, qui s'organisent enfin sérieusement et se préparent pour une bataille rangée qui paraît inévitable. Dans la basse ville, on dresse des barrages de bidons d'huile assez dérisoires, qui voudraient être des barricades ou bien l'on s'embusque, fusil mitrailleur en batterie, derrière des camions de livraison renversés, sur lesquels on a peint en énormes lettres : *Pueblo*.

Les armes sont disparates. Les costumes aussi. On voit des civils en casque rond et bas et des militaires en calot. Des commerçants de Ciudad Nueva ont seulement tombé la veste, pour passer plus commodément la cartouchière autour du ventre. Les revolvers gonflent les poches des blue-jeans des employés et des étudiants. Toutes les femmes décidées à combattre sont en pantalon, mais certaines ont encore leurs bigoudis du dimanche sur la tête. Au poste de contrôle de l'avenue Independencia, un garçon de vingt ans a un sifflet autour du cou, tenu par une ficelle et, sur la tête, un casque trop grand pour lui, où il a écrit son nom : *Ricard*. Des jeunes gens serrent farouchement leur fusil contre leur poitrine, comme s'ils avaient attendu ce cadeau depuis le début des temps.

Sans cesse Radio Santo Domingo lance des appels au peuple. On lui demande de se porter en masse vers tel ou tel point de la ville où l'on redoute une attaque de Wessin y Wessin. Celui-ci vient d'hériter d'un nouveau surnom : « le boucher de San Isidro ». Un appel domine tous les autres. « Attention! attention! L'aviation de San Isidro bombarde le pont Duarte et les chars s'appêtent à attaquer la ville. Attention! attention! ils bloquent la route et tirent sur la ville. Dominicains, il s'agit de vous empêcher d'exercer vos droits constitutionnels. Dominicains, descendez dans la rue. Massez-vous en foule dans les rues de la capitale. Tous, au pont Duarte!... » Et la fourmilère marche vers le pont Duarte. Il porte le nom du héros national de l'indépendance dominicaine. C'est un pont suspendu et métallique, très moderne et très large, seule voie d'accès vers l'est, San Isidro et Punta Caucedá. Deux camions, bourrés à ras bord de tiges de canne à sucre, sont rangés côte-à-côte, au milieu du pont, par les insurgés. Fragile et dérisoire barrière contre des tanks!

Embarras à Washington.

Bien que les speakers improvisés de Radio Santo Domingo publient les listes des « ennemis de la Révolution », aucun incident anti-américain n'a encore été signalé à Saint-Domingue, depuis le début des troubles. Les politiques de l'ambassade américaine découvrent dans les slogans et les proclamations enflammées de la radio des « accents communistes », et, lundi soir, William Connet demande à Washington que les ressortissants américains désireux de quitter la ville puissent être évacués par les navires de la Task Force, qui vient d'apparaître au large des eaux dominicaines. Des instructions sont données à tous les étrangers de se regrouper près de l'hôtel Embajador.

Toutes les ambassades ne s'alignent pas sur celle des États-Unis et de nombreux diplomates étrangers, tout en déplorant le caractère anarchique et dangereux du soulèvement populaire, refusent de le qualifier de « communiste ». En outre, ils font justement remarquer que l'ambassade américaine, si préoccupée par une « prise de pouvoir par les dirigeants communistes », n'a rien fait, depuis le 24 avril, pour encourager les éléments authentiquement libéraux ayant adhéré au soulèvement. Au contraire. La position adoptée à Saint-Domingue par William Connet — et au même moment, à Washington, par Tapley Bennet Jr. — est dramatiquement simple : elle consiste à appuyer sans réserve les généraux de San Isidro, pourtant symboles abhorrés, en république Dominicaine, d'une dictature militaire d'extrême-droite. L'ambassade va donc s'identifier absolument avec le groupe minoritaire et ultra-réactionnaire de San Isidro, paraissant oublier ou négliger que, moins de trois ans auparavant, le gouvernement de Washington s'est félicité de l'accession du libéral Juan Bosch à la présidence de la république.

Il est vrai qu'à Washington, Tapley Bennet Jr. n'a aucun mal à persuader le sous-secrétaire d'État, Thomas Mann, de la nécessité d'une action énergique. Thomas Mann se pique d'être l'Américain le mieux informé des questions d'Amérique latine. Sec, mince, peu enclin au lyrisme, c'est un homme en réalité peu fait par nature pour comprendre le côté volontiers romantique et ampoulé des *latinos*. Sa responsabilité, dans l'aggravation des relations entre les

Etats-Unis et Cuba, à partir de 1959, n'est pas niabile. A Buenos Aires, à la réunion du « Comité des vingt-et-un », convoqué pour étudier les propositions du président brésilien Juscelino Kubitschek, sur une relance indispensable du panaméricanisme, Thomas Mann, méprisant et hautain, s'est sévèrement accroché avec Augusto Federico Schmidt, truculent et brillant lieutenant de Juscelino. Les Brésiliens estiment que l'apparition du castrisme fournit une excellente occasion de reviser des relations surannées entre les deux moitiés du Nouveau Monde. Ils pensent et ils disent — en formules diplomatiques — que ces relations s'inspirent trop des principes dénoncés par l'écrivain guatémaltèque Juan Jose Arenal — qui fut président de son pays de 1945 à 1951 — dans son livre au titre évocateur : *le Regain et les Sardines*. Thomas Mann pense au contraire que l'incapacité naturelle des Sud-Américains pour développer leur économie est heureusement compensée par le dynamisme des banquiers et des hommes d'affaires des Etats-Unis. De son point de vue, il convient de faire face au castrisme, en entraînant toute l'Amérique latine dans la croisade contre les *barbudos*, symbole d'un changement détestable dans le domaine de Montroce.

A la conférence de Bogota, qui a posé les bases du panaméricanisme nouvelle manière, Thomas Mann, « assistant secretary » pour les affaires interaméricaines s'est une nouvelle fois illustré, en prenant le contre-pied des représentants du Brésil et de l'Argentine, insistant pour un développement économique rationnel. Thomas Mann vient alors d'assister à la conférence des ministres des Affaires Étrangères américains de San José de Costa Rica. Il est déçu. La conférence n'a pas totalement suivi les indications des délégués de Washington. Elle a adopté une vague résolution, dans laquelle Cuba n'est même pas mentionnée, et qui déplore l'assistance militaire chinoise et soviétique à un Etat américain. A Bogota, en septembre 1960, Mann développe le thème suivant : *Latino-Americans aidz-vous vous-mêmes!* De fait, il serait difficile de trouver un seul exemple où Thomas Mann aurait manifesté des sentiments de réelle compréhension pour les véritables besoins et les réelles aspirations du continent sud-américain. Réaliste, soucieux d'efficacité et de rendement, plus à l'aise avec les chiffres qu'avec les idées, Thomas Mann est partisan de la manière forte pour régler les questions politiques. Dès le 24 avril,

il a décidé, bien qu'il ne soit plus « assistant secretary » aux affaires interaméricaines de prendre personnellement en main le dossier : *république Dominicaine*.

A Washington, la confusion et l'embarras ne sont pas moins grands qu'à Saint-Domingue, en raison de la surprise totale, de l'absence de l'ambassadeur Tapley Bennett Jr., des premiers rapports nerveux de William Connert et des arrière-pensées du président Johnson, apparemment obsédé par l'échec du débarquement dans la baie des Cochons, en avril 1961 à Cuba. Le successeur de Kennedy veut faire mieux, ou moins mal. L'une des raisons de l'échec de l'invasion de Cuba par les commandos anticastroistes a été la faiblesse des rapports transmis par les agents de la C.I.A. Une autre raison a été trouvée dans les hésitations du gouvernement américain à soutenir franchement et à fond l'opération de débarquement par une démonstration aéronavale.

Pourtant, l'attaque contre Cuba en avril 1961 avait été longuement et minutieusement préparée. C'est le 17 mars 1960 que le président Eisenhower donne le feu vert à la C.I.A. pour organiser une force d'intervention contre le régime de Fidel Castro. Selon Richard Nixon, qui en a fait état dans son livre *Six Crises*, J.F. Kennedy est mis au courant des projets d'invasion de l'île des Caraïbes, dès juillet 1960. En novembre 1960, alors que l'entraînement de la « Brigade 2506 » bat son plein dans les camps du Guatemala, entre Retalhuleu et San José, sur le littoral du Pacifique, le Département d'Etat met solennellement en garde « les citoyens américains contre toute tentative de se joindre à des forces opérationnelles contre Cuba ». Le 4 avril 1961, devenu président des Etats-Unis, J.F. Kennedy approuve la date qui vient d'être adoptée pour l'opération à l'issue d'un conseil secret, auquel assistent Dean Rusk, McNamara, Thomas Mann ... les mêmes hommes qui entourèrent le président Johnson dans les conseils d'avril et de mai 1965, où la décision d'intervenir massivement en république Dominicaine va être prise. Mais, à la différence de l'opération contre Cuba, l'intervention à Saint-Domingue, quoique décidée très rapidement, est pratiquement improvisée.

Le hasard veut que tous les services de la C.I.A. soient précisément en cours de réorganisation, au début du mois d'avril 1965, et le

nouveau chef des services de renseignements américains, le vice-amiral William F. Raborn Jr., prête serment, le mercredi 28 avril, à midi trente. Il se trouve que le mercredi 28 avril est aussi le jour décisif pour l'insurrection dominicaine, celui où tout pourrait aisément prendre fin puisque les forces démoralisées de Wessin y Wessin vont être battues et que la majorité des ressortissants américains en ayant exprimé le désir sont déjà évacués par les hélicoptères du porte-avions *SS Boxer*. L'argument humanitaire ne peut plus être honnêtement avancé. L'argument politique ne pourra jamais être prouvé, du fait même de l'intervention : les communistes étaient-ils sur le point de prendre le pouvoir à Saint-Domingue? L'invasion de Cuba a échoué par excès de préparation et par manque d'informations correctes sur le degré de popularité du régime de Fidel Castro. Les agents de la C.I.A., intoxiqués par les racontars invérifiables colportés par les membres encore présents à La Havane de la bourgeoisie oppositionnelle, estiment en conséquence que la majorité du peuple cubain attend avec impatience la chute du régime de Fidel Castro. L'intervention en république Dominicaine va être décidée par excès d'improvisation et en raison d'une appréciation non moins incorrecte du véritable rapport des forces politiques à Saint-Domingue. L'improvisation s'explique par le souci du président Johnson de ne pas répéter les erreurs catastrophiques, du point de vue américain, de la baie des Cochons. Les jugements erronés, transmis à Washington par les agents de la C.I.A., prouvent simplement, en comparant les résultats des deux principales opérations dans les Caraïbes, pendant quatre ans, que cet organisme dépense beaucoup de dollars pour un rendement insuffisant. De toute façon, l'intervention à Saint-Domingue apparaît comme une conséquence au second degré de l'échec de la baie des Cochons. Il n'est pas possible de dissocier les deux événements.

Il semble même que tout se conjugue à Washington, dans ces derniers jours d'avril, pour le déclenchement d'une intervention armée dont les conséquences à long terme sont pourtant plus graves encore que celles d'avril 1961. De l'invasion manquée contre Cuba, le président Kennedy avait retiré la conclusion d'un aménagement des relations entre Washington et la révolution cubaine. Des contacts discrets par personnes interposées sont pris avec le Premier cubain,

pour préparer la voie de cette normalisation. C'est une politique opposée que suit, dès le début, l'administration Johnson, qui semble décidée à encourager et à appuyer une nouvelle opération militaire contre Cuba. Les commandos anticastroistes ont repris leur entraînement dans les camps un moment désaffectés d'Amérique centrale. Le rythme des actions de sabotage effectuées par les groupes de choc, basés en Floride ou dans les Caraïbes, s'est intensifié à partir du printemps 1964. Des instructeurs membres des « Special U.S. Forces » transférés de l'ancienne école de guerre antiguerrilla de Fort Gulich, dans la zone du canal de Panama, sont prêts à partir « pour tous les pays d'Amérique latine, où il devient nécessaire d'engager une action militaire et psychologique contre les guérillas révolutionnaires ».

Quand l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. quitte Washington, le lundi soir (il rentrera à Saint-Domingue le mardi 27 avril), la décision d'une intervention armée massive en républicaine Dominicaine est déjà prise à Washington. Une brigade composée de deux bataillons (le troisième BDEW I:508 et I:505) est mise en état d'alerte aux États-Unis et se prépare pour une opération aéroportée sur la base de San Isidro.

La négociation refusée.

Sur son bureau à la chancellerie Tapley Bennett Jr. trouve, mardi, une demande pressante du général Wessin y Wessin pour du matériel de radio. Bien qu'il multiple, depuis la veille, les mitraillages de la capitale, Wessin y Wessin n'a pu encore se résoudre à une attaque massive de ses éléments blindés au-delà du pont Duarte. Il redoute l'encerclement et la dislocation de ses chars dans les rues étroites de la basse ville, où les insurgés se sont de plus en plus solidement retranchés, transformant chaque terrasse en fortin. C'est pour mettre un atout important de son côté que le chef des forces contre-révolutionnaires réclame des téléphones de campagne — *walkie-talkies* — aux Américains. La liaison-radio, entre les chasseurs et les appareils d'observation en l'air et les unités blindées au sol lui paraît insuffisante, étant donné la complexité de la situation et

l'incertitude où il se trouve quant à l'appréciation correcte des forces insurgées. Tapley Bennett Jr. transmet immédiatement cette demande à Washington, en insistant sur son caractère urgent. Le retour de l'ambassadeur, qui n'a pourtant pu apprécier personnellement le caractère du soulèvement pendant ces trois premières journées décisives, ne change rien aux prises de position de son ambassade. Au contraire. Il se range immédiatement lui aussi à l'avis de son ami, le général Elias Wessin y Wessin, et de son collaborateur principal, William Bennett.

L'incident qui s'est produit mardi matin à l'hôtel Embajador — et qu'on lui rapporte démesurément grossi — n'est d'ailleurs pas fait pour modifier son jugement. A huit heures du matin, un groupe de civils armés, — pour la plupart très jeunes — a fait irruption sur les pelouses et dans le hall de cet hôtel appartenant à la Chaîne intercontinentale et qui est situé à l'extrémité des quartiers résidentiels de l'ouest, proche des terrains de polo et à l'aplomb des bâtiments de la Foire internationale construite par Trujillo. C'est un building ultra-moderne, construit sur le style de tous les hôtels de luxe en Amérique du sud et dans les Antilles avec piscine ombragée de bougainvillées, bar tropical, chambres à air conditionné et salons de réception tapissés de velours grenat. Le service est lent mais discret et le prix d'une chambre dépasse le revenu mensuel d'un ouvrier agricole dominicain. La haute société dominicaine a coutume de louer les salons de l'hôtel pour certaines réceptions. A Saint-Domingue, l'Embajador est plus qu'un hôtel, c'est un symbole, un style de vie et une façon de recevoir. Toutes proportions gardées, il joue le rôle du Sporting club de Guezira, au Caire : on est certain d'y rencontrer ce groupe réduit de diplomates et de Dominicains aisés, qui constituent la *sociedad* après Trujillo. Pourtant, c'est une étrange clientèle qui commence d'envahir l'Embajador à la fin du mois d'avril. Dès le samedi soir, instruit par de mystérieux signes, un commerçant chinois de la basse ville vient demander une chambre à l'Embajador. Le lendemain, les garçons d'étage stupéfaits découvrent trente Chinois, hommes, femmes et enfants dans la chambre louée au commerçant. Le surlendemain, la colonie chinoise de l'hôtel Embajador comprend déjà près de cent cinquante personnes. Ils campent dans le hall, font une cuisine de fortune

dans les quelques chambres qu'ils occupent, s'incruster et tiennent de longs et d'indéchiffrables conciliabules, sous les flamboyants, au bord de la piscine.

Ils ne sont plus seuls et l'Embajador ressemble rapidement à un centre de réfugiés. Des centaines d'étrangers se sont regroupés là, dans l'attente des événements ou d'une problématique évacuation. Les Américains sont en majorité. Les enfants dorment ou pleurent dans les bras de leurs mères. Tous écoutent cette rumeur de combat de rues qui vient de la ville. Le groupe d'insurgés armés qui fait irruption, mitrailleuses agressives, dans ce caravansérail apeuré a un but précis. Les révolutionnaires cherchent Bonilla Aybar, rédacteur en chef du journal *Prensa Libre*, déjà incendié par les émeutiers. A Saint-Domingue, Bonilla Aybar est au moins aussi célèbre que Philippe Henriot en France, sous l'occupation allemande. Ses commentaires radiotélévisés sont de véritables incitations au meurtre et à la délation. Il a été d'emblée placé en tête de liste des « ennemis de la Révolution ». Cette formulation anodine, pour quiconque a seulement passé une semaine de sa vie au sud du rio Grande, a déjà suffi aux subtils experts de la section politique de l'ambassade américaine pour découvrir la marque du « communisme international », dans le soulèvement du 24 avril. L'incident de l'hôtel Embajador va prendre place dans la liste des « barbaries communistes » perpétrées par les révolutionnaires. N'ayant pas trouvé Bonilla Aybar dans les chambres de l'hôtel Embajador, ceux-ci se retirent non sans avoir agité dangereusement leurs mitrailleuses sous le nez des Américains présents et même tiré quelques rafales au-dessus des têtes.

« Ces gosses, dira plus tard une mère de famille américaine, réfugiée à San Juan de Porto Rico, semblaient tout bonnement ravis de nous terroriser... »

L'épisode est certes déplaisant. Mais, à la même heure, des centaines de civils dominicains, hommes, femmes et enfants étaient déjà tués par les balles des appareils de San Isidro et la marine dominicaine, prenant tout compte fait parti pour le groupe de Wessin y Wessin, s'apprêtait à bombarder, impunément et maladroitement, le centre de la ville. Il n'y a pas de commune mesure entre les craintes légitimes de ressortissants américains, craignant pour leur vie, et les pertes de la population civile dominicaine assassinée par les appareils de

Wessin y Wessin, vivement encouragé dans sa résistance par les diplomates américains. Le soulèvement du 24 avril n'a jamais eu un caractère xénophobe. Il était exclusivement tourné contre la *junte* et les vestiges solides du trujillisme. Les sentiments latents d'anti-américanisme du peuple dominicain se sont, par contre, nourris de la présence désagréable de plus de vingt mille soldats américains sur le sol de la République, après le 28 avril. Une autre « barbarie communiste » est signalée par l'ambassade : c'est le sac de la cathédrale, pourtant démenti par les autorités et par l'ambassadeur d'Espagne! Trop tard... La bonne conscience de l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. et de la plupart de ses collaborateurs — mais pas de tous — a trouvé des aliments de choix.

La thèse de la « prise imminente du pouvoir par les communistes » est renforcée, dès le mardi, à Washington, par les nouvelles dépêches des représentants du Département d'État et de la C.I.A. à Saint-Domingue. Jusque-là, en effet, les mises en garde transmises par l'ambassade des États-Unis étaient rédigées en termes généraux et le nom d'aucune personnalité connue pour ses attaches avec le Parti Populaire Socialiste (communiste), ou avec des organisations de gauche d'inspiration castroïste, n'avait été adressé à Washington.

Aux États-Unis, la 82^e division aéroportée stationnée à Fort Bragg, en Caroline du Nord, est mise en état d'alerte pour une « opération imminente ». Les frégates de la marine dominicaine s'embossent à l'embouchure du rio Ozama, en face des entrepôts de la douane, et tirent quelques obus, qui visent la tache jaune du Palais National et tombent dans les rues proches de l'avenue Amado Garcia, tuant des civils. Les lourds sifflements des obus de marine se mêlent maintenant à l'aboiement rageur des mitrailleuses de 50, installées près des vieux moulins, sur la rive droite du fleuve, par les troupes de Wessin y Wessin. Une nouvelle démarche auprès de l'ambassade des États-Unis est alors tentée par les révolutionnaires. Il est clair, en effet, malgré l'élection, le dimanche précédent, de Molina Urena à la présidence provisoire, que toute autorité réelle a disparu de la capitale et que les bombardements conjugués des aviateurs et des marins, appuyant la *junte* de San Isidro commandée par le général Wessin y Wessin et le colonel d'aviation Pedro Benoit,

risquent de faire des milliers de victimes sans pour autant réussir à emporter la décision.

Après quelques pourparlers, les insurgés sont introduits dans le bureau de Tapley Bennett Jr. Celui-ci affirme qu'il n'a aucune autorité pour négocier un cessez-le-feu, mais qu'il sera heureux de transmettre des messages (sous-entendu : de reddition) aux officiers de San Isidro, avec lesquels il est effectivement en contact permanent. Prenant au mot certains des insurgés militaires, qui estiment que « le président provisoire, Molina Urena, pourrait jouer un rôle dans la recherche d'une trêve », l'ambassadeur charge Benjamin J. Ruyle, chef de la section politique de l'ambassade, de se mettre en contact avec l'ancien président de la Chambre des députés.

Le Palais National, fragile symbole de la légalité dominicaine, présente alors un spectacle lamentable. Les traces des bombardements et des mitraillages incessants y sont plus visibles qu'ailleurs. Les bureaux sont, pour la plupart, déserts. Au fond d'une salle du premier étage, Molina Urena, effondré dans un fauteuil, apparemment dépassé par la tournure qu'ont pris les événements, est entouré d'une vingtaine de militaires et de civils qui palabrent. Il refuse d'abord d'envisager une trêve. Mais, une heure plus tard, il se rend à l'ambassade des États-Unis, accompagné de quelques militaires insurgés, à la tête desquels le colonel Caamaño Deño et Montes Arache, son ami, chargé avant la mort de Trujillo de mettre sur pied une équipe d'hommes-grenouilles. Caamaño Deño est nerveux, fébrile et exalté. Montes Arache, trapu, le visage troué de multiples cicatrices, de grosses lunettes d'écaïlle cachant des yeux rieurs, est impassible.

Les insurgés demandent une nouvelle fois à l'ambassadeur d'intervenir auprès des officiers de la *junte* de San Isidro, pour qu'ils cessent les mitraillages aériens et navals.

L'ambassadeur refuse une nouvelle fois d'intervenir. Naturellement, les versions de cet entretien présentées par Tapley Bennett Jr. et par le colonel Francisco Caamaño Deño diffèrent. L'ambassadeur affirme qu'il n'a jamais eu l'intention d'insulter les insurgés, en leur demandant de se rendre à la *junte*. Le colonel Caamaño Deño prétend que l'ambassadeur a déclaré « que le temps de la reddition

était venu et non pas celui de la négociation ». De ce moment date en tout cas la rupture totale entre Tapley Bennett Jr. et les chefs de la révolte, rupture que Washington va finalement trouver extrêmement fâcheuse, puisque le président Johnson charge, dès le 29 avril, l'ancien ambassadeur à Saint-Domingue, John Bartlow Martin, d'une mission spéciale consistant à « rechercher le contact avec les rebelles ». Cette mission, contrairement aux espoirs du président Johnson et à ce qu'on peut savoir du passé de John Bartlow Martin, sera d'ailleurs un échec complet et contribuera en réalité à enfoncer un peu plus les États-Unis dans le guépier dominicain.

Une nouvelle guerre d'Espagne.

En quittant le bureau de Tapley Bennett Jr., le colonel Caamaño ulcéré se retourne et dit : « Nous allons continuer à nous battre... » Cette déclaration n'est pas mentionnée dans le câble que l'ambassadeur des États-Unis adresse à Washington, cette nuit-là, et le nom du colonel Caamaño Deño, qui commence pourtant d'apparaître comme un des leaders du soulèvement en l'absence du colonel Hernando Ramirez, n'est pas davantage mentionné. Ce sera donc avec une certaine surprise que le gouvernement américain apprendra, quelques jours plus tard, que le colonel Francisco Caamaño Deño, 32 ans, ancien chef des *casques blancs*, ancien élève de l'école américaine de perfectionnement des marines de Floride, est élu président du gouvernement constitutionnel de la République Dominicaine par un Congrès hâtivement rassemblé.

Molina Urena, plus à l'aise dans les débats parlementaires que dans les combats de rue, s'est réfugié peu après cet entretien inutile à l'ambassade de Colombie. Il pense que la *junte* de San Isidro, manifestement appuyée par l'ambassade des États-Unis, va facilement écraser les milices civiles révolutionnaires et que sa qualité toute neuve de « président provisoire » le désigne naturellement à la vindicte des généraux d'extrême-droite. Il est, certes, bien difficile, au soir de ce mardi 27 avril, de désigner un vainqueur. Saint-Domingue est un enfer de feu, où les balles sifflent dans tous les sens. Personne ne sait exactement ce qui se passe dans les faubourgs

où tous les postes de police ont été pris d'assaut. Dans les rues du centre, c'est la confusion, les rafales qui crépitent, les gens qui courent par-dessus les cadavres et les blessés. A la télévision les *speakers* continuent à lancer des « appels au peuple ». Un bataillon venant de l'ouest, c'est-à-dire du camp du 16-Août, est entré en ville et a occupé le Palais National, sans que l'on sache encore avec précision pour quel camp il agit. A l'ouest de la ville, dans le port de Haina, base de repi des frégates de la marine dominicaine, 1 175 ressortissants américains ont été évacués sans incident au cours de la journée.

A seize heures, le président Johnson a annoncé, au cours d'une conférence de presse à Washington, que les forces américaines avaient l'ordre de procéder à l'évacuation des ressortissants américains et des autres étrangers et, à peu près au même moment, le général York tient un ultime *briefing* devant les officiers de la 82^e division aéroportée. Deux objectifs essentiels sont assignés à l'opération : occuper la base de San Isidro et contrôler le pont Duarte. Les premiers appareils de transport, chargés de parras, décollent vers la *drop zone**...

Ce soir là, Molina Urena n'est pas seul à esimer que le soulèvement a échoué. L'ambassadeur Tapley Bennett Jr. et le gouvernement américain (par conséquent) sont du même avis, bien que le dispositif d'intervention armée massive ait commencé de fonctionner. A la surprise générale, c'est la journée du mercredi 28 qui est décisive. Commandés par les colonels Caamaño Deño et Montes Arache, qui n'ont pas l'intention de renoncer, soit qu'ils sont trop engagés, soit par exaltation, les insurgés vont trouver leur « second souffle ».

Dès l'aube, la foule se masse au débouché du pont Duarte, cocktails molotov en main. C'est une foule qui vient de la basse ville et surtout des quartiers nord. Elle paraît à la fois insouciance et déterminée. Quand les chasseurs de Wessin y Wessin apparaissent en rase-motte, dans l'axe du pont, des milliers de poings se lèvent avec fureur vers les appareils. Après le crépitement des ratales, des dizaines de corps restent recroquevillés sur le sol et la foule

* Zone de saut.

de loin supérieur aux pétroliers qu'ils aperçoivent vaguement de l'autre côté du fleuve. De ce côté-là, les insurgés ont placé deux antiques canons de 75 en batterie. Les miliciens sont allongés derrière des amoncellements de poutres et de bidons d'essence, le doigt sur la détente de leurs fusils ou de leurs mitraillettes. Dans toute la basse ville, des milliers de mains sont crispées sur les armes.

Près du pont, le plus stupéfiant c'est la foule. Elle circule au milieu de cette bataille qui se prépare, veut voir, comprendre, participer, faire quelque chose. Pour la plupart ce sont des mulâtres et des noirs venus des lointains faubourgs et qui ont déjà manifesté une indifférence déconcertante devant la mort. D'ailleurs, du côté des forces de San Isidro, des civils aussi s'installent pour observer.

Une Volkswagen arrive près des chars en position. Elle est conduite par une jeune doctoresse, Rosita Brandt, qui a cousu de nombreuses « Croix Rouge » sur sa robe dans l'espoir de traverser ce qui commence à ressembler aux lignes d'un front. Elle a été surprise par le soulèvement, dans sa maison de campagne, près de l'aérodrome international, et veut rentrer chez elle, avenue Independencia. A ses côtés, elle a sa plus jeune fille de huit ans. Un officier de char s'interpose. « *Rayate, chita, vamos a empezar...* » (*Tire-toi de là, fillette, ça va commencer...*) Un homme en bras de chemises, sans armes, intervient. Lui aussi voudrait regagner le centre de la vieille ville, de l'autre côté du pont. Alors, lentement, sous les sarcasmes des officiers, la voiture minuscule traverse le pont au ralenti, se faufile entre les deux camions, arrive sur l'autre rive. Les regards des miliciens et des soldats sont tendus à craquer. Malgré son calme apparent, les nerfs de la doctoresse sont tendus à craquer. Au sommet de la petite côte qui débouche sur l'avenue Amado Garcia, s'attendant à chaque instant à entendre le claquement d'une rafale, elle sort en hâte de sa voiture et se heurte à Montes Arache qui a une blessure à la main. « Tiens ! vous tombez bien. Vous avez de la pénicilline ?... »

Elle éclate de rire. Elle a le temps d'apercevoir, comme dans un rêve, une maison qui brûle lentement à gauche du pont. Une jeune blanchisseuse, les jambes noires et maigres dans la blouse blanche, court à toute vitesse, un paquet de linge sous le bras, en direction de l'avenue Duarte apparemment déserte... Au même moment, elle entend une explosion énorme qui secoue le pont. Le premier

char a tiré. Une colonne de poussière monte derrière la station d'essence au coin de l'avenue.

L'intervention américaine.

A l'ambassade des États-Unis, Tapley Bennett Jr. doit admettre à contrecoeur que l'affaire n'est finalement pas encore terminée. Du moins, pas comme il l'espérait, la veille au soir. A la confusion et à l'anarchie du mardi, a succédé, d'une manière surprenante, quelque chose qui ressemble à l'ordre dans le camp rebelle. L'ambassadeur estime que l'intervention américaine va peut-être devenir nécessaire, mais il convient de respecter les formes. Les officiers américains de la mission militaire, rentrés, eux aussi, de leur conférence de Panama, sont à San Isidro, où ils confèrent sans cesse avec l'état-major de Wessin y Wessin. Le contact est par conséquent direct.

La *junte* de fait, formée depuis quarante-huit heures, est officiellement proclamée dans le courant de la matinée. Son chef ne sera pas Wessin y Wessin. Ce serait trop voyant. On se met d'accord sur le nom de Pedro Benoit. Ce jeune colonel, aussi noir de peau que Wessin y Wessin est olivâtre, est pratiquement inconnu dans le peuple dominicain. En apprenant sa nomination par Radio San Isidro, les Dominicains apprennent, en même temps, qu'il est le chef de l'aviation de la République.

En tout cas, il est certainement moins voyant et moins discrédité que Wessin y Wessin, tenu pour responsable des bombardements de la ville, du Palais National et du pont Duarte. Devenu chef de la *junte* et considéré, en tant que tel, comme représentant des autorités légales de la République par l'ambassade américaine, il demande aussitôt le soutien des États-Unis. A 13 h 45, Tapley Bennett Jr. câble à Washington que les besoins de la *junte* en matériel radio deviennent critiques. Il ajoute que les forces de la *junte* doivent probablement, dans les heures qui viennent, faire face à une offensive des troupes rebelles et que l'on ne peut faire abstraction de l'effet que pourrait produire le refus d'une assistance militaire américaine. Peu après midi, le colonel Benoit fait savoir à l'ambassade des

États-Unis que la *junte* de San Isidro n'est pas en état, pendant très longtemps, de maintenir l'ordre et de garantir la vie et la sécurité des ressortissants étrangers. Et, en conséquence, le colonel Benoit réclame à nouveau une aide militaire américaine. L'ambassadeur des États-Unis transmet immédiatement cette requête, en ajoutant qu'il regrette personnellement que le gouvernement américain soit peut-être amené à imposer une solution à la crise par la force des armes. Mais, selon l'ambassadeur, la véritable épreuve de force se situe entre les partisans d'un régime de type « castro-communiste » et les adversaires d'un tel régime. Il ajoute qu'il ne souhaite pas dramatiser la situation mais que, si les États-Unis devaient refuser l'aide sollicitée et si leur attitude devait faire perdre confiance aux adversaires des « éléments castristes », le gouvernement américain pourrait être amené à envisager un débarquement des *marines*, dans un avenir très proche.

L'argumentation du colonel Pedro Benoit, téléguisé par ses conseillers militaires nord-américains, peut, peut-être, faire illusion à Washington ou ailleurs, auprès de « spécialistes » qui n'ont pas pris la peine d'étudier, cinq minutes, le plan de la ville de Saint-Domingue et de ses environs. Sur place, elle prêterait à sourire si la situation n'était pas si grave... En effet, les forces de police ou de l'armée, sous le contrôle de la *junte* de Wessin y Wessin et de Pedro Benoit, sont de toutes façons bien incapables d'assurer « la vie et la sécurité des ressortissants étrangers », pour la bonne raison que ces forces se trouvent en majorité à l'est de la ville, séparées des quartiers résidentiels et des ambassades par le rio Ozama et le pont Duarte que les chars n'ont pas encore à ce moment-là réussi à franchir. S'il s'agissait uniquement de protéger la vie des ressortissants américains et accessoirement étrangers, un bataillon de marines, prêt à l'action depuis la veille, serait amplement suffisant. Plus tard, l'ambassadeur des États-Unis câblera que « la police et les autorités militaires sont complètement débordées ». C'est un argument non moins curieux. En parlant de « police et d'autorités militaires », Tapley Bennett Jr. laisse, une fois de plus, entendre que le gouvernement légal de la république Dominicaine se trouve effectivement à San Isidro. Or, s'il est possible de contester la légalité de l'élection à la présidence provisoire de Molina Ureña, ancien

président d'une Chambre dissoute, *de facto*, en septembre 1963, on discerne encore plus malaisément, le 28 avril, les fondements juridiques de la *junte* de San Isidro. Dans ce cas, les États-Unis paraissent victimes de leur respect des formes...

Bien que les paras de la 82^e division aéroportée soient déjà techniquement en état de sauter au-dessus de leur *drop zone* — ils sont arrivés à pied d'œuvre dans la nuit — la réponse de Washington est encore ambiguë. Le Département d'État fait savoir à Tapley Bennett Jr. que les États-Unis ne peuvent intervenir aussi longtemps que la lutte paraît indécise, mais que le matériel radio réclamé va être disponible. A deux heures de l'après-midi, un groupe de fusiliers-marins du *SS Boxer* met pied à terre dans la baie de Haina. Son objectif est simple : assurer la sécurité d'un débarquement massif des troupes américaines. Il y a donc toujours un décalage sensible entre les messages du Département d'État où les déclarations de la Maison Blanche, à Washington, et la réalité des opérations militaires sur le terrain. Ceci n'est, certes, pas exceptionnel. Mais, dans le cas présent, la moindre modification du rapport des forces militaires risque évidemment de bouleverser la situation politique.

Un message, transmis directement par la C.I.A. de Saint-Domingue au vice-amiral William F. Raborn (qui vient d'être installé officiellement dans ses nouvelles fonctions), mentionne pour la première fois trois hommes parmi les dirigeants rebelles qui « pourraient avoir des liens avec les communistes »...

Sur le pont Duarte, la bataille fait rage. Les premiers coups des chars ont dispersé la foule comme une volée de moineaux. Un garçon d'une quinzaine d'années est resté accroché à un canon minuscule. Lui aussi voulait faire quelque chose. On lui a appris, en hâte et dans la fièvre, le fonctionnement rudimentaire de la bombarde. Le colonel Montes Arache, qui observe attentivement la progression lente des chars sur le pont, entend soudainement une explosion derrière lui et aperçoit le premier véhicule blindé déjà engagé qui bascule. Il se retourne avec surprise. Le gavroche hurle en trépillant de joie. « Je l'ai eu ! Je l'ai eu !... » Une rafale de mitrailleuse le couche sur sa bombarde...

Les chars suivants traversent le pont en file indienne, remontent la portion de route en pente à la sortie de l'ouvrage et s'engagent,

en marquant de nombreux temps d'arrêt, dans l'avenue Amado Garcia. Tout paraît calme, soudainement. Les rues transversales sont abandonnées, après la station d'essence. Mais, derrière chaque fenêtre, il y a un fusil, sur chaque toit un fusil mitrailleur et, dans chaque poing crispé, un cocktail molotov. Il y a seulement deux jours, la foule se serait ruée sur les chars, avec ses bouteilles d'essence enflammée. Elle vient de prendre une leçon de stratégie. Montes Arache a donné l'ordre de laisser les tanks s'approcher du carrefour de l'avenue Duarte. A ce moment-là, les équipages de Wessin y Wessin sont mitrillés par des centaines de tireurs et submergés de cocktails molotov. Ceux qui le peuvent rebroussement chemin et se réfugient de nouveau derrière le pont Duarte. A San Isidro, c'est la consternation. Pour la première fois, sans doute, depuis cinq jours, Wessin y Wessin comprend qu'il ne peut pas gagner contre cette armée populaire.

A 17 heures, mis au courant de cette défaite inattendue, Tapley Bennett Jr. envoie un nouveau message à Washington. Le colonel Benoit sollicite une intervention armée provisoire des États-Unis. Le message de l'ambassadeur a la priorité absolue et demande que la requête des autorités dominicaines soit satisfaite. En même temps, l'ambassadeur demande par téléphone la Maison Blanche et le bureau du président Johnson. Quelques minutes plus tard, des hélicoptères, transportant des *marines*, quittent le pont du SS. *Boxer*. La véritable intervention commence. Avant que la nuit soit achevée, les paras de la 82^e division aéroportée se posent sur les pistes de San Isidro à une cadence accélérée.

Pourtant, pour les généraux de San Isidro, la nuit a été mauvaise et longue. Battus au pont Duarte, ils redoutent une contre-offensive immédiate des insurgés. Mais ces derniers sont sans doute les premiers étonnés de leur succès, et ils ne songent qu'à consolider leurs propres positions dans la basse ville. Elias Wessin y Wessin se jette en pleurant dans les bras du premier officier de la 82^e division. « Si vous n'étiez pas arrivés, ils allaient tous nous tuer... »

Chapitre III

L'occupation américaine

Le marteau-pilon et le moustique.

L'aube du jeudi 29 avril se lève, sur un étonnant carrousel, à Saint-Domingue. Les grandes manœuvres carraibes de la 82^e division aéroportée se déroulent, comme une mécanique impeccablement réglée. Les avions-cargos se posent sur les pistes de San Isidro, sont débarrassés de leur matériel et de leur personnel, sans que les moteurs soient arrêtés et repartent aussitôt. Les armes terrifiantes et les blindés s'accumulent aux abords du terrain : chars « ontos », anti-chars équipés de six tubes de 106 sans recul, blindés amphibies, APC (*armed personal carrier*) monstrueux et bardés d'antennes. Chaque para débarqué, casqué, en tenue de combat vert, semble trainer après lui un équipement et surtout un armement capables de ravitailler une section ordinaire. Toute la division est maintenant placée en alerte, depuis près de quarante-huit heures. Et le premier bataillon aéroporté se trouve en fait au-dessus de sa *drop zone*, depuis la veille à huit heures du matin. Les deux premiers bataillons de la division sont donc immédiatement sur place. Il n'est pas nécessaire de faire sauter les hommes. San Isidro est aux mains des forces de Wessin y Wessin et les hommes complètement démoralisés de la *junte*, mal rasés, sales et nonchalants, contemplent avec ébahissement cette armée suréquipée et disciplinée dont les soldats disparaissent sous des monceaux de bandes de mitrailleuses et des faisceaux de pistolets mitrailleurs.

Le P.C. opérationnel de la division est installé, à la hâte, dans un hangar d'aviation. Dans le ciel, les hélicoptères tournoient sans cesse, faisant la navette entre la base, le pont du porte-avions SS